Terre paysanne

Nos certitudes – et avec elles nos habitudes – s'éparpillent dans le doute d'un printemps « extra-ordinaire ». Nous ne savons plus très bien quelle est notre place, nous, enfants de l'anthropocène, qu'avec force conviction nous avons imposée à la planète. Les mirages de la science, de la technologie « high-tech », de « l'économie libérale mondialisée qui ruisselle », de notre faculté à tout maîtriser, y compris la nature, s'effondrent. Le dérèglement climatique, c'était loin, progressif, arrivant par petites touches plutôt agréables – vous pensez, l'été au mois d'avril, c'est super ! La faim dans le monde, l'accès à l'eau, les migrations, le terrorisme, tout cela était loin, vu à travers le prisme des médias à sensation.

Avec le Covid-19, nous sommes passés d'*Homo sapiens sapiens* à « *Homo sollicitus* », l'homme inquiet.

Nos questions ont pourtant des réponses. Si nous parlons ce mois-ci de La Via Campesina, le plus vaste réseau paysan mondial, ce n'est pas simplement parce que la Confédération paysanne est candidate pour héberger à Bagnolet son secrétariat international en 2021 ou 2022. C'est surtout parce que partout dans le monde, la Via rassemble des millions de femmes et d'hommes qui n'ont pas oublié l'histoire que nous raconte la Terre. Des millions de femmes et d'hommes, paysans, petits pêcheurs, peuples autochtones qui, trop souvent malgré la misère et les dictatures, restent droits et fiers de leurs métiers, de leurs vies, car forts du lien qu'ils entretiennent avec ce qu'ils nomment Pachamama en Amérique du Sud, Maka chez les Sioux, ས་ཞིང་ au Tibet, الأرض al'ard en arabe…

Nous partageons les mêmes valeurs, travaillant tous et toutes avec patience dans la nature, vivant tous et toutes de cette nature, en acceptant ses contraintes et ses épreuves, en bénéficiant de ses cadeaux.

Ce que nous renvoient les témoignages des paysan·nes du monde, c'est que nos choix sont largement partagés, résolument modernes, et portent le même idéal : la solidarité et l'équité entre les humains et nos biosphères. Ils font exploser les « bulles » de certitudes héritées bien malgré nous d'un passé colonial peu glorieux. Ils enrichissent le lien ténu entre certitudes occidentales et traditions ancestrales qui étaient les nôtres avant que nous ne nous prenions pour les maîtres du monde. Ils nous envoient le message de notre destin commun.

En ouvrant la porte de notre siège de Bagnolet à La Via Campesina, nous ouvrons la porte au monde : soyons sûrs que notre regard de paysan·nes « privilégié·es » s'enrichira et que nos luttes grandiront.

Mitakuye Oyasin : en langue lakota (Sioux), « merci à tous les miens », ce qui englobe l'ensemble du vivant.

Jean-François Périgné,
paysan de la mer sur l'île d'Oléron,
secrétaire national de la Confédération paysanne

Histoire et fonctionnement de La Via Campesina

La Via Campesina : bientôt 30 ans !

Jean Cabaret, ancien secrétaire national de la Confédération paysanne, était présent à Mons, en Belgique, en 1993 pour l'acte fondateur de La Via Campesina. Témoignage.

L'émergence de La Via Campesina en 1993 est la suite logique de réflexions menées en amont, par différentes organisations paysannes, et notamment fin avril 1992 à Managua (Nicaragua) lors d'une rencontre internationale. Naît ainsi l'idée d'un rassemblement de syndicats et d'organisations paysannes. Les 15 et 16 mai 1993, à Mons en Belgique, 55 organisations de quelque 35 pays sont ainsi représentées pour créer ce qui deviendra « La Via Campesina ».

Cette évolution est la suite logique de réflexions entamées avec la CPE (Coordination paysanne européenne), elle-même fondée en 1986. À la Confédération paysanne, nous avons alors une commission internationale qui prend du temps mais n'est pas vraiment efficace à cause de la disparité des interventions, souvent portées par des équipes départementales en rapport avec des organisations paysannes de tel ou tel pays mais sans connexion entre elles et avec peu de fils conducteurs.

L'idée d'une réflexion plus politique et plus globale devient une évidence quand la CPE nous propose de participer à cette rencontre à Mons. Je suis alors un tout frais secrétaire national et c'est à ce titre que je suis présent à cette réunion. À cette époque, seule la Fipa (Fédération internationale de producteurs agricoles) dont le Copa-Cogeca – duquel est membre la Fnsea – est le représentant européen, est représentée au sein des instances internationales comme le Gatt (prédécesseur de l'OMC) ou la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

La voix des paysan·nes que nous représentons et que nous voulons représenter, c'est-à-dire celle des plus petits paysans, n'est pas portée dans ces différentes instances. La rencontre de Mons est une opportunité à saisir. L'initiative est accompagnée par une ONG néerlandaise qui entend apporter à la fois son soutien financier (ce genre de rencontre coûte cher en déplacements) mais aussi son appui technique et politique. On est méfiants : comme cela se passe beaucoup jusqu'alors, les ONG de développement sont très présentes auprès des organisations paysannes et l'appui financier peut être conditionné à une logique plus politique.

Très vite à Mons, des dissensions apparaissent. Pour la première fois au niveau mondial, on voit se développer la volonté d'une indépendance de la part des paysan·nes vis-à-vis des ONG ou autres financeurs. Certes, nous aurons besoin d'aides, mais nous garderons notre liberté d'analyse et d'expression. L'ONG quitte la séance et Via Campesina naît, indépendante (on rajoutera le « La » devant, quelques années après). L'ambiance est à la fois studieuse et tendue, mais les enjeux agricoles, la souffrance des peuples, la dégradation de nos écosystèmes sont bien analysés.

Photo : Gérard Choplin, CPE

Des représentants et représentantes d'organisations paysannes provenant de quatre continents ont fondé La Via Campesina lors d'une rencontre en 1993 à Mons, en Belgique. Aujourd'hui, La Via Campesina rassemble plus de 200 millions de personnes, membres de 182 organisations actives dans 81 pays – viacampesina.org

Contre l'industrialisation de l'agriculture

Les constats sont établis. Oui, les excès d'une partie du monde affament l'autre partie de cette même planète. Oui, nos politiques agricoles sont destructrices d'emplois et dégradent le revenu des petit·es paysan·nes. Oui, l'industrialisation de l'agriculture détruit la biodiversité. Si nous ne parlons pas encore de « souveraineté alimentaire », ce qui deviendra un peu plus tard l'une des lignes directrices de La Via Campesina, nous abordons les problématiques sous l'angle de nouveaux droits pour les paysannes et paysans. Ces droits pour les populations et les pays à définir leurs politiques agricoles et alimentaires sont les fondamentaux de la souveraineté alimentaire.

Bien évidemment s'ouvriront d'autres chantiers pour cette nouvelle organisation paysanne, comme les droits et le statut des femmes en agriculture et en milieu rural, les migrations, la protection des ressources naturelles… Du 18 au 21 avril 1996, trois ans plus tard donc, se tiendra la première conférence internationale de Via Campesina, à Tlaxcala, au Mexique. 69 organisations de 39 pays y participeront. C'est l'émergence d'un grand mouvement paysan qui, cette même année, s'exprimera pour la première fois à l'échelle mondiale lors du sommet de la FAO à Rome par la voix d'une paysanne mexicaine. Elle portera, entre autres, le thème de la souveraineté alimentaire. ■

« La Via, c'est nous ! »

Plutôt qu'un organigramme du fonctionnement de la Via Campesina, voici le témoignage de Véronique Léon, paysanne en Ardèche, qui nous livre sa vision très vivante d'une organisation paysanne internationale où toutes les décisions viennent de la base.

La première réunion de La Via Campesina à laquelle a participé Véronique se tenait en Espagne, il y a une quinzaine d'années « *On ne peut pas imaginer à quel point c'est riche et grandiose. Ça donne une force incroyable ! Quel que soit le lieu, j'ai l'impression d'être chez moi dans les rassemblements de la Via. C'est la famille, il y a quelque chose qui nous unit et nous fait sentir proches. Par-delà nos différences, on arrive à avoir un projet commun. La souveraineté alimentaire, c'est quand même quelque chose d'extraordinaire non ?* »

Depuis, elle s'implique dans l'une des commissions de la Via (qui travaille sur les droits des femmes) et s'est engagée dans trois missions en Colombie [1]. Véronique a aussi participé à l'une des conférences internationales de la Via qui se tiennent tous les quatre ans [2] et au cours desquelles sont prises les décisions. Celles-ci sont ensuite mises en œuvre par le comité de coordination international constitué de délégué·es issu·es de dix régions du monde [3].

L'horizontalité et le consensus font que les décisions à la Via mettent du temps à se prendre, en présence et avec l'aide fondamentale d'interprètes bénévoles. « *Mais il y a aussi une question de compréhension qui se pose, souligne Véronique. Les mots ne veulent pas dire la même chose d'un continent à l'autre.* » Ces difficultés de compréhension ne sont pas sans provoquer des tensions. Malgré tout, « *c'est le miracle de la Via que ça puisse fonctionner en étant aussi éloignés géographiquement et culturellement, avec une appréhension différente de l'agriculture d'un continent à l'autre. C'est dans cette diversité que nous arrivons à des consensus sur les semences, les OGM, la défense des droits des femmes, l'extractivisme, les batailles contre les multinationales comme Monsanto… Ça bosse à la base et l'on fait remonter. La Via n'est pas un partenaire de la Conf' : la Via, c'est nous !* » ■

S. Ch.

(1) La Via Campesina est partenaire du gouvernement colombien sur les accords de paix signés en 2016 (point 1 sur la réforme rurale).
(2) Mons (Belgique 1993), Tlaxcala (Mexique 1996), Bangalore (Inde 2000), Sao Paulo (Brésil 2004), Maputo (Mozambique 2008), Djakarta (Indonésie 2013), Derio (Pays Basque 2017). À ces conférences internationales, s'ajoutent des conférences intermédiaires qui ont lieu tous les deux ans.
(3) Afrique du Sud et de l'Est, Afrique centrale et de l'Ouest, Asie du Sud, Asie du Sud-Est et de l'Est, Europe, Amérique du Nord, Amérique centrale, Caraïbes, Amérique du Sud, régions émergentes.

La *mística* : un autre rapport des êtres humains à la nature et à la terre

Retour sur une pratique fondamentale partagée dans tous les événements de La Via Campesina. Par Jean-François Périgné, secrétaire national de la Confédération paysanne.

Certain·es d'entre nous ont pu, à l'occasion de rencontres internationales, découvrir ce moment incontournable qui débute toute réunion de La Via Campesina : la *mística*. Empruntée aux rites des peuples autochtones qui remercient la Terre Mère avant chaque décision importante, et reprise au Brésil par les tenants de la théologie de la libération, la *mística* est devenue une pratique propre au Mouvement des sans-terre (MST) brésilien avant d'ouvrir tous les événements de la Via.

Si elle peut être déroutante (dans un premier temps) pour nos esprits cartésiens occidentaux, la *mística* joue un rôle primordial dans la cohésion du groupe, d'autant plus importante que la diversité des participant·es est grande. C'est une pratique largement improvisée qui vise à mettre en scène et à donner un sens universel aux symboles de la lutte paysanne. Elle fonde et alimente un sentiment d'appartenance au groupe par la création d'une identité collective, construite autour de saynètes qui reprennent l'actualité agricole du moment, le sujet principal qui va être débattu, ou bien encore rendent hommage à des syndicalistes agricoles victimes de la répression.

Par son caractère éphémère et spontané, elle scelle un lien historique, social, politique ou culturel dans les trajectoires toutes singulières des différents participants. Elle forge le sentiment d'appartenance au collectif à travers des manières d'être paysan·nes toutes singulières. Par l'expression de scènes mimées, les barrières linguistiques tombent et chacun·e se sent investi·e et responsable du devenir de l'autre.

Pour les paysan·nes sans terre du Brésil, « *toute notre vision du monde est dans la mística* » et lorsque ces visions subjectives convergent dans une expérience commune, il se produit « *le moment humain par excellence, où une vie tissée de hasards se retourne sur elle-même, se ressaisit et s'exprime* ». Loin du folklore, la *mística* est une véritable porte ouverte sur le lien spirituel qui relie l'humanité à la Terre. ■

Mística en ouverture d'une réunion de la VII[e] Conférence Internationale de La Via Campesina qui s'est déroulée au Pays Basque, en juillet 2017.

« Sans la voix des paysan·nes dans les instances internationales, les décisions prises ne sont pas adaptées à la réalité »

Ramona Duminicioiu milite à Eco Ruralis, association roumaine membre de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC). Élue au comité d'ECVC depuis 2016, elle nous entraîne dans les coulisses des négociations du Comité de sécurité alimentaire, à Rome, où elle représente depuis trois ans La Via Campesina.

De Rome à Genève, en passant par New York, La Via Campesina assure une présence depuis ses débuts dans différentes instances de l'ONU. Quel type de bataille menez-vous dans ces espaces internationaux ?

La souveraineté alimentaire est notre agenda politique. On lutte pour les droits des paysan·nes, de l'accès à la terre, aux semences… En participant à différents espaces de l'ONU [1], nous rendons visibles les problèmes auxquels les paysan·nes sont confronté·es et proposons nos solutions. Sans la voix des paysan·nes dans ces espaces, les décisions prises dans le secteur agricole ne sont pas adaptées à la réalité et ne peuvent pas avoir un impact positif dans la vie paysanne.

Ramona Duminicioiu lors d'une réunion en 2018 au siège de la FAO, à Rome.

Vous représentez depuis 2017 La Via Campesina dans le Comité de sécurité alimentaire (CSA) dépendant de la FAO, l'Organisation des Nations unies dont le siège est à Rome. Vous participez au « mécanisme de la société civile et des peuples autochtones ». En quoi cela consiste-t-il ?

Le principal mandat du CSA est de répondre aux crises alimentaires. Le mécanisme de la société civile et des peuples autochtones assure la participation des représentant·es des mouvements les plus vulnérables et affectés par les décisions dans l'agriculture. C'est l'espace de l'ONU le plus inclusif. Nous sommes huit membres de La Via Campesina qui représentons soit un « secteur » (petit·es paysan·nes, paysan·nes sans terre, jeunes, femmes…), soit une sous-région, et nous disposons d'un droit de négociation. Ne pas nous écouter n'est pas une option.

Plusieurs groupes de travail influent sur les débats qui aboutissent à des recommandations de politiques publiques. Parmi les nombreuses lignes directrices volontaires et recommandations politiques qui ont été négociées au sein du CSA, citons la Gouvernance responsable de la Terre, l'Accès au Marché pour les petits agriculteurs ou le Droit à l'Alimentation. S'il y a une volonté politique au niveau national, ces recommandations peuvent être utilisées comme référence afin d'adapter la loi au standard international. L'enjeu est d'en finir avec la faim.

La crise du Covid-19 impacte-t-elle les discussions ?

Nous discutons en ce moment avec le bureau exécutif du CSA de la manière dont on s'adapte à cette crise qui a frappé durement les petit·es paysan·nes privé·es d'accès aux marchés, les travailleurs migrants en agriculture et les populations rurales confrontées à la violence des forces de l'ordre. Il est nécessaire de répondre de façon cohérente et coordonnée entre pays à cette crise multiple. Ça n'a pas été le cas lors de la crise sanitaire et l'on ne veut pas répéter les mêmes erreurs dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Mais c'est très dur de convaincre les gouvernements. Des pays s'isolent constamment (États-Unis, Russie, certains pays européens…).

Les négociations se mènent-elles désormais en ligne ?

Oui, et on a un vrai problème de méthodologie. On a des représentant·es partout dans le monde qui ont des conditions technologiques très variables. Difficile de faire du plaidoyer en ligne : ça demande plus d'énergie et davantage de temps que lorsqu'on se voyait quelques jours par mois à Rome. Là, on faisait 30 réunions en 2 jours, les échanges étaient plus rapides. Désormais on fait des réunions presque tous les jours, c'est très prenant. Actuellement, dans le plan de travail du CSA, nous préparons des négociations pour une directive volontaire sur les systèmes alimentaires et la nutrition et pour une recommandation de politique pour l'agroécologie. La deuxième version de la directive va bientôt être soumise aux négociations : cela va durer deux semaines. Ces processus ne sont pas simples car dans l'espace de négociation il y a aussi des acteurs privés, des États, qui défendent des intérêts spécifiques, consistant à promouvoir les OGM par exemple.

Comment exercez-vous votre mandat ?

J'ai décidé de me mettre à disposition du mouvement pour quatre ans *(durée du mandat à ECVC, NDLR)*. Concernant la représentation au CSA, deux mandats de deux ans sont en général assurés. C'est le temps nécessaire pour comprendre le processus et apprendre cette langue bureaucratique et étrangère. J'en suis à mon second mandat et je travaille avec un membre d'ECVC afin que les informations soient connues et la transition facilitée. Je ne suis pas payée pour faire ce travail, c'est une responsabilité. Mais cette participation est riche et très instructive pour notre mouvement. C'est une véritable école politique. ■

Recueillis par **S. Ch.**

(1) La Via Campesina assure notamment une présence à Rome, siège de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation), du FIDA (Fonds international pour le développement agricole) et dans la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2029).

« La Via a un rôle important dans la formation politique des jeunes »

Jean-Baptiste Roux, 36 ans, est installé depuis fin 2018 en lait de vache et vin bio en Dordogne. Très actif dans la commission des jeunes de La Via Campesina, il raconte son engagement.

Je suis tombé dans la militance « Confédération paysanne » un peu par hasard. J'habitais Paris, suivais des études de théâtre et vendais le vin de la ferme familiale pour vivre. Je n'habitais pas loin de la Maison du Lait (siège de l'interprofession), et j'ai participé chaque fois que je le pouvais aux actions d'occupation. J'ai donc vécu en direct les assemblées générales quotidiennes, les discussions passionnées, l'ambiance festive de l'occupation de 2010 pour obtenir le droit de la Conf' à siéger à l'interpro. Plus tard, j'ai rejoint la lutte contre la ferme-usine des 1 000 vaches dans la Somme et j'ai découvert ce qu'était l'industrialisation de l'agriculture. À chaque fois, c'étaient de belles rencontres avec des militant·es aguerri·es qui répondaient à mes questions ; j'ai fait une formation politique sur le tas.

La première rencontre avec la dimension internationale a eu lieu à Bagnolet avec les jeunes d'ECVC (Coordination européenne Via Campesina). J'habitais toujours Paris, mais l'idée du retour sur la ferme commençait à me titiller. Visites de fermes, rencontres avec des jeunes en cours d'installation et échanges autour des différents parcours… Ce furent de belles rencontres. Inscrit sur la liste des jeunes d'ECVC, j'ai reçu un appel pour participer à une première rencontre internationale de la jeunesse en lutte au Brésil, en 2016. Bien que je ne me sentais pas forcément légitime, j'ai dit oui et ECVC m'a désigné pour représenter l'Europe à cette rencontre. Dès mon arrivée à Marica, dans l'État de Rio de Janeiro, j'ai ressenti la différence. Là-bas, la jeunesse est nombreuse, militante, pleine d'énergie et surtout plus politique. Le MST (Mouvement des sans-terre) était un des organisateurs. En Europe, et chez nous à la Conf', il y a moins de jeunes engagés sur les questions internationales. Ils sont dans le parcours du combattant à l'installation et ensuite, une fois installés, ils bossent pour s'en sortir. Le changement politique n'est pas forcément une priorité.

Formation politique

Ce fut le début d'une série de rencontres qui m'ont transformé. En 2019, j'ai participé à une rencontre des jeunes à Dakar, au Sénégal, juste avant la tenue du comité de coordination international de La Via Campesina[1] ; j'ai retrouvé cette même énergie, sans doute propre aux continents du Sud. On comprend le rôle important de La Via Campesina, surtout au niveau formation politique. Lors de la Cop22 au Maroc, en 2016[2], je suis ainsi allé visiter avec des représentant·es de syndicats d'ouvriers agricoles les lieux de production industrielle de fruits et légumes qui inondent nos marchés européens, les travailleuses et travailleurs exploités, la pollution, le rôle des femmes qui souvent sont très présentes dans les syndicats.

Il y a trois ans, je suis allée à Derio, au Pays Basque, pour la VII[e] conférence internationale de La Via Campesina ; et là j'ai assisté à quelques luttes de pouvoir pour la représentation. Les jeunes réclamaient un·e représentant·e par région au CCI (comité de coordination international) (soit neuf jeunes) et le CCI estimait qu'il avait déjà accordé aux jeunes un représentant par continent (soit cinq jeunes) et que ça suffisait. Pour nous les Européen·nes, ça ne changeait rien car nous sommes à la fois une région et un continent. Mais pour les jeunes du Sud, ce n'était pas du tout la même chose, avec par exemple un seul représentant pour l'Amérique entière, Nord et Sud. J'ai donc été amené à voter pour la demande du groupe "jeunes"… qui n'a pas abouti.

Le lien que j'avais alors avec ECVC m'a donné envie de ranimer le groupe "jeunes" de la Conf'. J'ai participé à une rencontre en Lot-et-Garonne, durant l'été 2018, puis à celle en Limousin en février 2020 (cf. *CS* n° 362) Ces deux rencontres nationales et la possibilité que le secrétariat de La Via Campesina s'installe en France ont contribué à ce qu'une dizaine de jeunes de la Conf' soient maintenant davantage engagés sur les questions internationales. Il y a de la relève : je me suis installé et je peux maintenant passer du côté des vieux[3]. ■

(1) Avant chaque comité de coordination international de La Via Campesina se tient soit une rencontre de jeunes, soit une rencontre de femmes.
(2) 22[e] conférence internationale sur le changement climatique. La société civile, dont La Via Campesina, est présente lors de ses conférences, en particulier dans l'organisation des sommets alternatifs.
(3) La Via Campesina a récemment précisé qu'il était possible de représenter des « jeunes » jusqu'à 35 ans.

Rencontre des jeunes de La Via Campesina au Sénégal, en avril 2019.

Les axes forts des combats de La Via Campesina

« Nous disposons d'un outil très important pour faire de la souveraineté alimentaire une réalité »

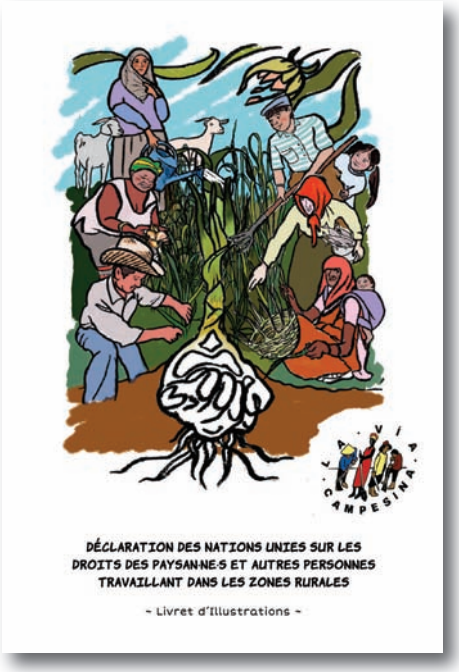
La déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée fin 2018, est un outil de négociation. Par Michelle Zufferey, du syndicat Uniterre, Suisse, membre de La Via Campesina.

Le collectif « Droits des paysans » de La Via Campesina, avec l'indéfectible soutien de la Mission bolivienne à Genève, s'est fortement engagé dans le processus d'élaboration et de négociation de la Déclaration au Conseil des droits de l'homme et auprès des États membres et des parlementaires nationaux. Ce travail de longue haleine s'est conclu par l'acceptation de la Déclaration par l'assemblée générale des Nations Unies, à New York, fin 2018. Une immense victoire pour la Via et une reconnaissance méritée de la contribution essentielle des paysan·nes à la société ! Nous disposons maintenant d'un outil important pour faire de la souveraineté alimentaire une réalité.

Cet immense travail a permis de renforcer la cohésion au sein de La Via Campesina et avec nos alliés aux niveaux international, régional et national. Le processus d'élaboration de la déclaration nous a rapprochés. Nous avons créé de nouvelles alliances et élargi notre coalition en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration. Il est vital, à tous les échelons, de construire des alliances fortes et larges pour faire contrepoids au système actuel.

Les organisations membres de la Via doivent faire connaître la Déclaration aux paysan·nes et aux décideurs politiques. Pour ce faire, il est par exemple possible, à partir de l'analyse d'une filière, de démontrer qu'à toutes les étapes (sélection, production et moyens de production, collecte/négoce, transformation, commercialisation), des éléments ne sont pas conformes aux articles de la Déclaration. En effet, les paysannes et les paysans n'ont pas un accès libre aux semences de leur choix (art. 19) parce que la recherche travaille principalement pour l'industrie (art. 25.3). Ils n'ont pas accès à des informations transparentes (art. 11.1) sur les facteurs influençant les prix d'achat. Ils ne participent pas, à égalité avec les autres acteurs, aux prises de décisions sur les prix (art. 9.3 et 10.2) ou sur les politiques alimentaires et agricole s(art. 15.4). Désormais, les États ont l'obligation de tout mettre en œuvre pour renforcer la position des paysan·nes lors des négociations (art. 9.3) et pour que les entreprises commerciales, respectent et renforcent les droits des paysan·nes (art. 2.5).

Relier les articles de la Déclaration aux problèmes que rencontrent les paysan·nes la rend plus concrète et facilite l'élaboration de propositions politiques. ■



Les droits paysans expliqués : une version illustrée de la Déclaration des Nations Unies à lire et télécharger sur : viacampesina.org/fr/illustrations-droitspaysans

De la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire structure les travaux de La Via Campesina depuis son lancement en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé à Rome par la FAO (cf. p. 2).

En 2003, un document de la Via la définit comme « *le droit des pays et de leurs unions à définir leur propre politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers* ».

En 2007, le Forum sur la souveraineté alimentaire [1] est organisé à Selingué, au Mali. Les 500 participant·es, venu·es du monde entier, affermissent la compréhension collective du concept. La déclaration finale définit la souveraineté alimentaire comme le « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement adaptée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles… ». Ses six piliers sont la priorité donnée à l'alimentation, la valorisation des producteurs d'aliments, les systèmes locaux de production, le renforcement du contrôle local, la construction des savoirs et savoir-faire et le travail avec la nature [2].

La souveraineté alimentaire se construit ainsi par la base, de la production à la consommation, à l'échelle de chaque territoire et sur les pratiques de l'agroécologie paysanne.

C'est un concept-action qui est né et s'alimente des nombreuses luttes menées pour que l'alimentation soit considérée comme un commun, objet de décisions démocratiques et de politiques publiques, et pas comme une marchandise aux mains d'acteurs économiques pour leurs intérêts.

Aujourd'hui, le président français et la présidente de la Fnsea utilisent la souveraineté alimentaire pour justifier la fuite en avant productiviste dans une approche dévoyée. Il nous appartient de la défendre dans le sens forgé par les luttes paysannes pour l'alimentation et la vie à travers le monde. ■

Geneviève Savigny, paysanne dans les Alpes-de-Haute-Provence, membre du Comité économique et social européen

(1) Appelé Nyeleni, du nom d'une paysanne malienne mythique.
(2) Deux autres forums se sont ensuite tenus en Europe, en Autriche en 2011 et en Roumanie en 2016 pour faire vivre cette dynamique.

À noter : En février 2018, la Coordination Européenne Via campesina publiait un guide détaillé de 34 pages sur la souveraineté alimentaire. Ce guide est à lire et à télécharger sur : viacampesina.org/fr/souverainete-alimentaire-de-suite-guide-detaille

Accords de libre-échange

Les paysan·nes, fer de lance d'une mobilisation internationale

Les combats contre la mondialisation néolibérale et les accords de libre-échange sont au fondement des mobilisations de La Via Campesina. Entretien avec José Bové, ancien porte-parole de la Confédération paysanne, très actif dans les premiers contre-sommets de l'OMC.

Le slogan « Sortir l'agriculture de l'OMC » émerge au contre sommet à Seattle, en 1999. Qu'est-ce qui a conduit La Via Campesina à faire de l'Organisation mondiale du commerce une de ses cibles principales ?

En 1986 s'ouvre en Uruguay le dernier round du Gatt (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Les pays riches veulent intégrer l'agriculture et les services (eau, assainissement, éducation…) dans cet accord. Avec toutes les conséquences : l'alignement des prix sur le marché mondial, l'interdiction de politique intérieure de soutien au revenu et l'obligation pour tous les pays d'importer des produits, même s'ils n'en ont pas besoin. Le processus est finalisé en 1994 avec la création de l'OMC.

Les paysan·nes du monde entier se trouvent confrontés à des règles qui broient leurs capacités de diversification, de souveraineté. Ils se mobilisent pour empêcher l'agriculture de rentrer dans le Gatt. Cette bataille est constitutive de la naissance de La Via Campesina.

« *Le XXIe siècle a commencé à Seattle* », a écrit Edgar Morin. En quoi ce contre-sommet était-il inédit ?

Seattle réunit pour la première fois les syndicats de salarié·es, les environnementalistes et des paysan·nes organisé·es au niveau mondial. Ces derniers deviennent visibles dans la contestation du modèle d'uniformisation et de pouvoir accru des multinationales dont l'OMC est devenue le symbole. La révolte a aussi accompagné le refus des pays du Sud (on parlait du G77) de signer les accords de l'OMC, la question agricole étant le principal point d'achoppement. Les règles de l'OMC devant être adoptées à l'unanimité des États, Seattle a donc été un échec.

C'est aussi là que la Via adopte le mot d'ordre « globalisons les luttes pour globaliser l'espoir ». Que signifie-t-il ?

Salarié·es, paysan·nes, environnementalistes, ces trois-là ensemble, ça commençait à faire un peu de monde à travers la planète ! On a aussi fait le choix après Seattle de ne plus être vus comme un mouvement « antimondialisation » mais altermondialiste. Il n'y avait plus l'idée de négation, de fermeture sur les États. Il s'agissait de construire d'autres relations fondées sur la solidarité, les échanges et la souveraineté alimentaire. On avançait à la fois sur les mobilisations et les alternatives.

Photo : Georges Bartoli

José Bové à Seattle (États-Unis), en décembre 1999 lors du contre-sommet de l'OMC : les paysan·nes y « *deviennent visibles dans la contestation du modèle d'uniformisation et de pouvoir accru des multinationales dont l'OMC est devenue le symbole* ».

Les contre-sommets de l'OMC vont s'enchaîner (Doha en 2001, Cancún en 2003 - marqué par l'immolation du paysan coréen Lee Kyung Hae pour protester contre l'impact des politiques de l'OMC sur les paysan·nes, Hong Kong en 2005)… À quoi ont-ils abouti ?

On a gagné la bataille idéologique avec la remise en cause du modèle néolibéral. On a aussi gagné une bataille culturelle sur le rôle des paysan·nes dans le monde, comme fer de lance d'une mobilisation internationale.

L'agriculture devenue centrale dans le blocage des négociations de l'OMC [1], la stratégie des pays riches, donc des multinationales, a été de prendre la voie des accords de libre-échange (ALE). Ceux-ci vont plus loin que ce que faisait l'OMC, et comme il n'y a plus d'obligation de négociation globale, ni de lieu de rencontre stratégique, les pays sont mangés les uns après les autres. On saucissonne les négociations pour tordre le bras aux États plus facilement et freiner les dynamiques sociales de mobilisation. On en est à plus de 400 accords et, pour chacun, des éléments différents entrent en ligne de compte.

Leur point commun : les concessions des pays riches se font en général sur l'agriculture. Des marchés sont ouverts sans aucune raison en termes de capacité de produire de celui qui se retrouve dans l'obligation d'importer, mais cela fait partie de la stratégie de casse de la souveraineté alimentaire, donc agricole, des territoires.

On n'a pourtant jamais autant parlé de relocalisation que durant la pandémie de Covid-19…

Souveraineté alimentaire, autonomie, relocalisation : ces termes doivent être clarifiés pour ne pas tomber dans l'escarcelle des populistes et des nationalistes qui veulent se refermer sur les frontières. Localement, beaucoup de gens ont redécouvert la résilience d'une agriculture de proximité. Il faut construire sur le terrain à partir des solidarités qu'on a vues ces derniers mois. Mais on ne gagnera la bataille qu'en bloquant le projet de Pac porté actuellement par la Commission européenne [2]. Ce projet, dont le père fondateur n'est autre que le commissaire au Commerce extérieur, est dans la droite ligne de la multiplication et du renforcement des accords de libre-échange. ■

Recueilli par **Sophie Chapelle**

(1) Lire à ce sujet Jacques Berthelot, L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation, *éd. L'Harmattan, 2003.*
(2) Repoussée de deux ans, la nouvelle Pac est désormais annoncée pour 2023.

« Impulser la cause des femmes au sein des organisations membres de La Via Campesina »

Josie Riffaud, paysanne en Gironde, a siégé au comité de coordination international de La Via Campesina de 2004 à 2013.

Qu'est-ce qui a conduit les luttes féministes et les violences faites aux femmes à devenir un combat majeur à La Via Campesina ?

Plusieurs organisations paysannes, membres fondatrices de La Via Campesina, sont des organisations de femmes rurales – Anamuri au Chili, OBV en Autriche – ou des organisations très conscientisées sur l'importance des luttes féministes, comme le MST au Brésil ou SLG en Galice. Elles ont été des actrices essentielles de sensibilisation à la question de la place des femmes dans l'agriculture et le milieu rural.

Très vite, La Via Campesina a adhéré à la Marche Mondiale des Femmes[1], a contribué à l'élan altermondialiste et aux Forums Sociaux Mondiaux dans les années 2000. L'évidence de la nécessité d'une règle paritaire s'est imposée car il y avait un écart entre ce que La Via Campesina défendait et ce qu'elle était vraiment. Premier CCI (comité de coordination international) : une seule femme sur huit délégués, la Canadienne Nettie Wiebe. Spontanément, les organisations membres avaient envoyé des hommes, ce qui était assez naturel puisque les femmes étaient peu ou pas présentes parmi les responsables… C'est à ce gros chantier-là que La Via Campesina s'est attelé : faire en sorte que des femmes soient impliquées. La règle « un homme une femme » à tous les niveaux de rassemblement et de travail a été imposée. Au fur et à mesure, les syndicats ont suivi et ont inscrit la parité dans les règlements intérieurs, c'est le cas pour la Conf'.

Le deuxième gros chantier est celui de la « Campagne contre les violences faites aux femmes », campagne difficile à mettre en œuvre. Les usages, mœurs, coutumes, habitudes sont tellement ancrés dans les consciences qu'il en résulte souvent une négation assez généralisée. L'égalité, la justice ne seront jamais effectives s'il n'y a pas une réelle prise en compte de cette dimension. Un grand nombre de fermes et d'organisations sont concernées, cette thématique doit vraiment être prise à bras-le-corps.

À travers ce vote pour la parité, il s'agit notamment de faire évoluer une tradition imprégnée de domination masculine dans les espaces de décision. Comment cela se passe-t-il ?

La règle paritaire est un outil, pas une fin en soi. C'est le point de départ : être présente ne suffit pas à libérer la parole, surtout lorsque l'on se retrouve au milieu d'hommes à l'aise avec le verbe, qui sont dans des espaces qu'ils ont toujours connus, créés par et pour des hommes. Afin de rééquilibrer cela, des assemblées de femmes ont été mises en place : elles se tiennent avant chaque grande conférence internationale de La Via Campesina (tous les quatre ans), conférence où sont prises les décisions. Des commissions de femmes se réunissent également avant les CCI (une à deux fois par an) et différentes réunions ont lieu régulièrement. Ces réunions sont des supports pour les femmes : elles leur donnent la possibilité de discuter des débats et enjeux à venir entre elles, de travailler les dossiers. Ce sont aussi des espaces qui permettent à chaque participante de mieux comprendre ce que sont les femmes paysannes, d'où elles viennent, leur histoire, leur quotidien.

Avancer toutes ensemble, c'est aussi, avec les militantes de la Marche Mondiale des Femmes, partager des analyses écoféministes et décrypter les liens entre capitalisme, patriarcat, domination et exploitation subies par les femmes. Ces réunions sont toujours empreintes d'élans de solidarité, d'émotions fortes et fédératrices. Femmes et paysannes du monde, nous nous sentons alors si proches et si fortes…

Certain·es militant·es ne voient pas l'intérêt de ces espaces, argumentant que c'est ensemble qu'hommes et femmes doivent avancer. C'est probable, mais dans un second temps… L'Histoire nous a légué un passif tellement lourd, il y a tant de nœuds à défaire !

La bonne nouvelle, c'est la tenue en 2019 de la toute première Rencontre internationale des hommes de La Via Campesina, durant laquelle les paysans ont pu discuter de l'inégalité entre les sexes et du patriarcat, tant à l'extérieur qu'au sein même de leurs organisations et mouvements.

Défaire le patriarcat, c'est aussi donner une place aux jeunes : un espace leur est dédié.

La règle est donc passée à l'exigence de présence de trios « un homme-une femme-un·e jeune » dans les délégation lors des différentes réunions.

Nous sommes en bonne voie !

Voie paysanne et féministe, débarrassée des inégalités et des injustices !

Viva La Via Campesina ! ■

Recueilli par **Sophie Chapelle**

(1) marchemondialedesfemmesfrance.org

Paysan·nes du monde

Elizabeth Mpofu (Zimbabwe)

« Collectivement, nous obtiendrons davantage »

Elizabeth Mpofu est paysanne à Shashe, dans la province de Masvingo, au Zimbabwe. Depuis des années, elle travaille sans relâche pour l'amélioration des conditions des petits paysans et pour les droits des femmes en général. Elle a participé à la création de deux organisations importantes de petits producteurs, l'une à l'échelle nationale (*Zimbabwe Smallholder Organic Farmers Forum,* Zimsoff) qui promeut l'agriculture biologique, et l'autre à l'échelle régionale (*Eastern Southern Smallholder Farmers' Forum,* Esaff) qui soutient les pratiques agricoles durables. En 2016, elle a été désignée par la FAO comme ambassadrice des Nations unies pour l'année internationale des légumineuses. Elle est membre du comité de coordination international de La Via Campesina : elle est l'actuelle coordinatrice générale du mouvement. Elle nous confie les raisons qui l'ont conduite à s'engager dans La Via Campesina :

« Les valeurs de La Via Campesina, la lutte pour le droit des paysan·nes, des petits pêcheurs, des indigènes, des jeunes et des femmes ont stimulé mon engagement afin que nous puissions toutes et tous élever nos voix ensemble. Cela a résonné avec la nécessité de s'émanciper des griffes de l'exploitation et d'améliorer les conditions de vie des petits paysans, pauvres pour la plupart. En tant que femme ayant grandi dans des zones rurales typiques où les femmes n'étaient pas reconnues et respectées, j'ai réalisé que c'était une grande opportunité pour moi, pour les paysannes et pour mon organisation nationale. Notre lutte pour l'accès à la terre et les droits fonciers a convergé : alors que le Zimbabwe procédait à une redistribution des terres, dans les années 2000, La Via Campesina se mobilisait pour la réforme agraire. Je suis convaincue que, collectivement, nous obtiendrons davantage. Le Zimsoff a partagé avec d'autres paysannes et paysans sans terre sa propre expérience de réforme foncière, les avantages et les défis. C'est important dans notre apprentissage horizontal mutuel pour renforcer nos capacités à transformer nos sociétés. » ■

Anuka de Silva (Sri Lanka)

« Notre ennemi : l'agrobusiness »

« J'ai 32 ans, je vis au Sri Lanka, je cultive du riz sur 2 acres (8 100 mètres carrés, NDLR). Je représente les jeunes de la région Sud/Sud-Est de l'Asie de La Via Campesina. Dans mon pays, la jeunesse quitte les zones rurales et les emplois peu qualifiés, mal rémunérés. Certain·es préfèrent migrer dans d'autres pays, comme ceux du Golfe persique, quitte à travailler comme domestique ou comme esclave sexuelle.

Je viens d'une famille de pêcheurs. Au départ, j'étais une militante politique de gauche puis, en 2015, j'ai suivi une formation de deux mois à l'école du Mouvement des paysans sans-terre (MST), au Brésil. De retour au village, j'ai renoncé à ma formation initiale d'ingénieure informatique pour m'installer en agriculture. J'ai rejoint d'autres jeunes paysans sur un projet collectif. Cela permet de réduire les coûts de production et de mutualiser le foncier, de plus en plus difficile d'accès de génération en génération. Je travaille aussi avec une partie de ma famille sur une production de lait. Tout naturellement, en tant que militante soucieuse de nos ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences), je travaille en agroécologie.

Pour moi la France, c'est la Bastille, une place exceptionnelle dans l'histoire, et aujourd'hui le cœur de notre ennemi, l'agrobusiness. Les gens de mon organisation pensent et espèrent que l'installation du secrétariat international de La Via Campesina en France donnera plus de poids et de reconnaissance à notre combat. » ■

Propos recueillis par **Claude Girod,** paysanne en Saône-et-Loire, lors d'une réunion du comité de coordination internationale de La Via Campesina, à Bagnolet, en décembre 2019

Marielle de Roos (Norvège)

« Humble et forte de faire partie de ce mouvement »

« J'ai 48 ans et suis paysanne dans le nord de la Norvège, sur les îles Lofoten. Je suis membre du conseil d'administration de la NBS, l'organisation des petits paysans norvégiens. Je suis également membre du comité de coordination de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC). Je travaille entre autres sur les questions agroécologiques.

Notre ferme est familiale, nous la conduisons en bio avec nos deux fils, dont l'un fait des études agricoles et l'autre est au lycée.

Nous produisons du lait de chèvre et fabriquons du fromage à la ferme avec environ la moitié du lait, le reste étant livré à la coopérative agricole. La ferme a accès à des pâturages de montagne et à environ 25 hectares qui nourrissent les chèvres tout au long de l'hiver. À petite échelle, nous élevons des porcs et des poulets et produisons baies, pommes de terre et légumes. Nous organisons des ateliers de fabrication de fromages et nous servons des aliments locaux dans le café de la ferme. Nous avons également un jardin scolaire où les enfants de la région apprennent à cultiver les aliments de manière naturelle.

Je suis devenu paysanne après avoir travaillé quelques années dans des projets de développement agricole en Afrique de l'Ouest et aux Philippines. Mon choix de devenir paysanne était basé sur la conviction que la chose la plus importante à faire pour une production alimentaire équitable dans le monde était de produire des aliments sains basés sur les ressources naturelles locales, un principe de la souveraineté alimentaire ! La nourriture ne devrait pas être produite pour un monde guidé par des accords de libre-échange, où le but n'est pas de nourrir le peuple mais le profit.

Pour la NBS également, c'est l'un des principaux enjeux. Nous voulons changer notre politique agricole de manière à donner aux paysan·nes la possibilité de produire de la nourriture en Norvège, avec nos propres ressources et un revenu décent. Pour cela, nous avons besoin d'une volonté et d'un engagement politiques.

Le point fort de La Via Campesina est qu'en plus de notre lutte contre le néolibéralisme, les accords de libre-échange et l'agrobusiness, nous portons la solution grâce à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie. Paysan·nes du monde entier, nous sommes solidaires et nos voix sont entendues. Je me sens à la fois humble et forte de faire partie de ce mouvement, en solidarité avec vous tou·tes. » ■

Pramesh Pokhavel (Népal)

« L'industrialisation de l'agriculture est la seule voie envisagée par notre gouvernement »

Pramesh a 37 ans, il est Népalais et représente les jeunes d'Asie du Sud au CCI de La Via Campesina.

Il travaille sur une petite ferme de 0,5 hectare, ce qui est la moyenne au Népal. C'est de l'agriculture familiale très diversifiée : riz, maïs, chèvres, volailles, vaches et buffles.

Au Népal, 6,6 % de la population travaille dans l'agriculture, mais c'est de plus en plus difficile :

« Notre gouvernement est complètement fasciné par le modèle agricole européen, qui semble plus performant et plus rationnel. Tout est fait, à travers nos politiques publiques, pour que nous allions dans ce sens. L'industrialisation de l'agriculture est la seule voie envisagée. Je suis très heureux d'entendre la voix des petits producteurs en France et d'en apprendre plus ici. Votre expérience sera très utile pour nous. » ■

Propos recueillis par **Claude Girod**

K. M Rajegowda (Inde)

« Pour la justice sociale »

« J'ai 69 ans, je suis paysan dans le sud de l'Inde, dans la région de Bangalore. Je cultive quatre hectares, ce qui est une taille moyenne pour une ferme indienne. Je produis du poivre et du café. Je représente l'Asie du Sud dans la CCI de La Via Campesina. Je suis membre fondateur du KRRS qui rassemble et représente environ un million et demi de paysannes et de paysans de l'État du Karnataka. J'ai aussi participé à la fondation de l'association des producteurs de café du Karnakata qui a sa propre coopérative pour la vente.

Pour moi, l'Europe, c'est la civilisation actuelle et une grande force économique. Par contre, je me demande quelle image vous avez de la pauvreté ? J'ai un doute et pense qu'en discutant, nous aurons une meilleure approche et compréhension commune de ce que cela représente.

La Via Campesina nous permet de lutter au plan mondial contre les OGM, la Banque Mondiale, l'OMC, de partager nos documents et nos informations… Personnellement, je lutte pour la justice sociale, le droit des travailleurs, des femmes et des "intouchables". » ■

Propos recueillis par **Claude Girod**

Jeong Yeol Kim (Corée du Sud)

« Consolider la solidarité internationale entre les paysan·nes du monde »

« J'ai 52 ans, je suis paysanne en Corée, membre de la Ligue coréenne des femmes paysannes, (KWPL, *Korean women peasant league*). Je représente l'Est/Sud-Est de l'Asie au comité international de coordination (CCI) de La Via Campesina.

Mes principales cultures sont le riz, le gingembre, les oignons, le piment… Ce sont elles qui font mon revenu. Mais je produis aussi une grande variété de légumes dans mon jardin pour la consommation de la famille. En tout, je travaille sur quatre hectares pour le riz paddy et un demi-hectare pour les légumes. Toutes les cultures sont bio et certifiées comme telles.

Mes produits sont vendus en circuit court, en vente directe.

Le KWPL est une organisation de femmes paysannes, au niveau national. Elle a été fondée en 1989 pour défendre les droits politiques, sociaux et environnementaux des paysannes. Cela couvre les questions agricoles, féministes et démocratiques.

Le KWPL a rejoint La Via Campesina en 2004, sa présidente est devenue membre de la CCI en 2005. Grâce à cela, nous avons obtenu une grande visibilité de nos revendications, en tant que mouvement de lutte contre le néolibéralisme, pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, et la protection des semences paysannes.

Dans le futur, il est important de consolider la solidarité internationale entre les paysan·nes du monde. Pour combattre le néolibéralisme, mais aussi pour construire une image plus forte de la souveraineté alimentaire à partir de la vision paysanne.

La Via Campesina a aussi besoin de travailler plus fortement les questions féministes, de continuer à combattre le patriarcat en zone rurale, de mettre en lumière le travail invisible des femmes paysannes.

La France – à l'inverse de pays comme l'Indonésie ou le Zimbabwe qui ont accueilli précédemment le secrétariat international de La Via Campesina – est un pays où le libéralisme en agriculture a considérablement progressé. Le fait que les paysan·nes de France en soient aussi victimes et qu'ils ont besoin des paysan·nes du monde pour se battre ensemble contre ce fléau va donner une force positive à la mobilisation de La Via Campesina. Pour les paysannes et paysans européens, l'installation du secrétariat international de la Via au siège de la Confédération paysanne est l'opportunité de donner un coup de projecteur sur les questions agricoles européennes. De plus, comme l'Europe a une meilleure connexion à de nombreux médias, cela peut être une chance pour La Via Campesina d'expliquer au monde nos revendications de souveraineté alimentaire.

Enfin, la lutte des paysannes et des paysans français contre le néolibéralisme est bien connue des paysans coréens, depuis nos bagarres contre l'OMC au début des années 2000. Je souhaite que nous ayons plus d'occasions de combattre ensemble, avec encore plus de paysan·nes qui nous rejoignent, de tous les continents. » ■

Propos recueillis par **Claude Girod**

Feliciana Macario Tevelàn (Guatemala)

« Défendre la terre mère et tout ce qui la compose »

« Je suis du peuple maya kiché, j'ai 50 ans, trois enfants – dont un handicapé – et trois petits enfants. Sur la terre de mes ancêtres poussent le maïs, des haricots et des fruits. Dans ma famille, on cultive la terre qui nous nourrit. C'est surtout de l'autosuffisance.

Je suis membre de la Conavigua, coordination nationale des Veuves du Guatemala, organisation de femmes victimes du conflit armé débuté en 1988, que j'ai intégrée en 1992. Cette association nationale couvre onze départements. Hommes, femmes, jeunes et adultes, nous défendons la vie, les territoires, l'environnement, l'eau, la forêt, nous luttons pour rendre justice aux victimes du conflit armé et nous faisons un travail de mémoire. Nous collaborons également avec les femmes sur l'agroécologie, les cultures bio…

Notre objectif est comme une affirmation de notre foi : défendre la Terre Mère et tout ce qui la compose : l'eau, l'air, le feu, la terre, qui forment les fondements de la vie. Nous ne sommes qu'une infime partie de l'univers mais c'est à cause de nous que la planète souffre. Les semences, les fruits, les légumes, ne poussent pas en supermarché, ils sont le résultat du travail des paysannes et des paysans. Au moment de la pandémie de Covid-19, cette réalité prend toute sa signification. » ■

Propos recueillis par **Véronique Léon,** paysanne en Ardèche

La Via Campesina, c'est la voix des paysan·nes et la voie paysanne

En 2021, la Confédération paysanne accueillera à son siège national le secrétariat organisationnel international de La Via Campesina. La coordination du plus vaste réseau paysan mondial se fera donc depuis un continent où siègent de nombreuses firmes multinationales aux activités et aux pratiques mortelles pour les paysans du monde entier.

La Via Campesina est née il y a bientôt 30 ans, lors de mobilisations de paysan·nes du monde entier pour empêcher l'agriculture de rentrer dans les accords du Gatt, juste avant la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est aujourd'hui une organisation puissante, représentant environ 200 millions de paysan·nes de par le monde, du Mouvement des sans-terre au Brésil aux fermes familiales des États-Unis, aux petits paysans de l'Inde, d'Indonésie, du Japon ou du Zimbabwe, à celles et ceux des organisations fédérées d'Afrique de l'Ouest, et bien sûr aux paysannes et paysans européens rassemblés dans les 27 organisations de la Coordination européenne de La Via Campesina. En tout, 182 organisations dans 81 pays sur 4 continents !

Cela donne du poids et de la légitimité pour porter la voix des paysan·nes dans les plus hautes instances internationales. Que ce soit à la FAO, à Rome, où la Via défend la souveraineté alimentaire, ou à l'ONU, à New York, où elle a obtenu une importante victoire fin 2018, après des années de travail et de négociation. Cette victoire, c'est l'adoption par les Nations unies de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dont La Via Campesina est à l'origine. Au sein du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, elle participe également aux négociations en cours pour obtenir un traité contraignant qui obligerait les multinationales à respecter les droits humains partout dans le monde.

Sur le terrain, La Via Campesina lutte sans cesse contre les injustices en étant la voix des paysan·nes dont les droits sont bafoués. Cela peut être la lutte contre les accaparements de terre par de grandes sociétés pour y faire de l'agriculture industrielle ou, partout comme en France, la lutte contre l'agrandissement des exploitations qui empêche que de nouveaux paysans et de nouvelles paysannes s'installent. Mais c'est aussi la lutte contre toutes sortes de discriminations, pour l'égalité homme femme et contre la violence faite aux femmes. La Via Campesina s'inscrit aussi dans d'autres combats : pour la défense des semences paysannes, contre les OGM, pour l'accès des petits producteurs et productrices aux marchés… et, plus généralement, contre l'avancée de la mondialisation néolibérale qui tend à mettre les paysan·nes du monde entier en concurrence pour le seul profit d'une petite classe de nantis et d'opportunistes sans scrupule.

La voie paysanne – traduction en français du terme « via campesina » –, c'est la souveraineté alimentaire basée sur l'agroécologie paysanne (que notre syndicat nomme plutôt agriculture paysanne) :

- elle favorise la construction d'un monde plus juste, de la base vers le haut ;
- à la compétition, elle oppose la coopération et la solidarité ;
- elle met en avant les savoirs, les savoir-faire et renforce l'autonomie des paysans et des paysannes face à la dépendance que crée l'agriculture industrielle ;
- elle se soucie de la qualité des aliments, du respect de la nature et a peu d'impact sur le climat.

Accueillir à partir de 2021 – et ce pour 4 ou 8 ans – le secrétariat organisationnel international (SOI) de La Via Campesina au siège de la Confédération paysanne, à Bagnolet, nous offrira une ouverture encore plus large sur le monde. Cela augmentera notre connaissance des enjeux liés à l'agriculture, tout comme celle des luttes que les membres de la Via mènent chacun dans son pays. Il sera alors plus facile d'analyser les connexions avec nos propres luttes et d'accroître les convergences pour renforcer le combat global contre l'agrobusiness.

Bien sûr, les problématiques agricoles peuvent être très différentes d'un pays ou d'un continent à l'autre, et il peut sembler que la France n'est pas le lieu qui représente le mieux l'agriculture au niveau mondial. Mais c'est en Europe qu'un nombre important de multinationales de l'agrobusiness et de l'extrativisme ont leur siège social. Comme l'ont fait remarquer plusieurs paysan·nes siégeant au comité de coordination de La Via Campesina, cela pourra renforcer notre lutte en frappant au cœur notre ennemi commun, le néolibéralisme qui broie les paysans. À partir de là, le slogan de la Via prendra alors tout son sens : « *Globalisons la lutte, globalisons l'espoir.* » ■

Pierre Maison, paysan en Haute-Savoie, représentant de la Confédération paysanne au comité de coordination d'ECVC (Coordination européenne de La Via Campesina) – eurovia.org

17 avril, journée mondiale des luttes paysannes

Le 17 avril 1996, 19 paysans sans terre tombent sous les balles à Eldorado do Carajas, État du Para, Brésil. Leur crime : revendiquer la réforme agraire dans une région où les grands propriétaires possèdent quasiment tout.
Ce massacre prémédité, globalement impuni, est resté dans les mémoires des organisations paysannes de La Via Campesina, qui ont fait du 17 avril de chaque année la journée mondiale des luttes paysannes.